

LA FORMATION

DES

JOURNALISTES

REMERCIEMENTS

(qui ne sont pas seulement d'usage)

Au cours de la mission que nous a confiée Madame la ministre de la Culture et de la Communication, nous avons eu le plaisir de rencontrer 70 personnes environ : les directeurs d'écoles reconnues par la profession ainsi que les responsables d'autres formations (non reconnues); les syndicats de journalistes; les responsables des principaux syndicats patronaux; des directeurs de publication, de rédaction, des rédacteurs en chef, des directeurs de ressources humaines de la presse écrite et audiovisuelle, le SJTI et la commission de la carte.

Nous nous sommes entretenus également avec de nombreux confrères.

L'intérêt, la passion parfois, que les uns et les autres ont porté à la formation des journalistes, aux difficultés présentes et aux moyens de les surmonter est exemplaire. Comment ne pas y voir un signe que le pire n'est pas toujours sûr et qu'avec un peu de (bonne) volonté, on peut nouer ou renouer entre les employeurs et les écoles de nouveaux liens.

Qu'ils soient en tous cas remerciés de leur collaboration.

Faisons un rêve... Imaginons un lycéen intelligent, curieux, lecteur de journaux, passionné par l'actualité. Son désir : devenir journaliste. Hélas ! Ou tant mieux ! Il ne connaît personne dans la profession, pas plus que ses parents. Par un de ces miracles qui n'arrivent jamais, ce jeune homme a réussi à réunir une table ronde de tous les partenaires de la profession. Il y a donc là des directeurs d'école, des directeurs de publications, des rédacteurs en chefs, des syndicalistes et quelques journalistes de quotidiens, d'hebdomadaires... Ebloui de se trouver devant un tel aréopage d'experts, de praticiens et d'hommes de l'art, notre candidat se dit : "enfin, je vais savoir!". Bien décidé à ne pas perdre une miette de la divine parole journalistique il se jette à l'eau :

Le lycéen - Mesdames, messieurs, merci d'avoir bien voulu répondre à mon invitation. Je n'ai qu'une question à vous poser : je veux devenir journaliste; que faut-il faire ?

Un grand silence répond d'abord à cette interrogation. Comme si elle était d'ordre métaphysique, comme si chacun attendait que l'autre se dévoile avant de prendre la parole. Et puis quelqu'un se lance dans la bataille, dans un dialogue à plusieurs voix.

- Le mieux, me semble-t-il, serait que vous entriez dans une école de journalisme reconnue par la profession.

Le lycéen - Reconnues par la profession ?

- Oui, cela signifie qu'elles ont le label des patrons de presse et des syndicats de journalistes. Il y en a huit en France avec deux ans d'études.

- Certes, mais cela ne signifie pas qu'il n'y a pas d'autres formations.

Le lycéen - Ça prouve que le métier est ouvert.

- Tout à fait. N'importe qui peut devenir journaliste. Mais dans la réalité, la grande majorité des journalistes aujourd'hui ont fait des études supérieures.

Le lycéen - Pour entrer dans les écoles reconnues, il y a un concours. Quand puis-je le passer ? Tout de suite après le bac ou bien ...

- Tout de suite après le bachot dans les IUT de Bordeaux et de Tours. Mais pour les autres écoles, il vaut mieux avoir fait sciences-Po, ou le droit, ou les lettres. Bac +3 en général.

Le lycéen - Ça fait donc deux sortes de journalistes. Les uns à bac +2 et les autres à bac +5 ou 6.

- Non, non, pas du tout, vous vous trompez.

Le lycéen - Je ne comprends pas.

- Le métier ne se juge pas seulement sur les études, mais sur la pratique... et le talent.

- Jeune homme, ne soyez pas obsédé par les écoles de journalisme. Faites Sciences-Po ou hypokhagne et khagne ... et des stages. Ou bien si vous vous intéressez à l'économie faites HEC ou l'ESSEC. Ce sera plus efficace.

Le lycéen - Des stages, je veux bien mais je ne connais personne dans la presse.

- Je le reconnais, ce n'est pas facile. Il faut se débrouiller.

- Dans ce cas, les écoles sont la meilleure voie. Et pas seulement celles reconnues par la profession.

- Mais dites-nous quels journaux vous intéressent.

Le lycéen - Ceux que je lis, ceux que je connais : Le Monde, Libération, le Figaro, les hebdomadaires.

- Toujours les mêmes, vous oubliez la presse régionale !

- Et les magazines spécialisés : Géo, Grand reporter, le Chasseur Français... et la presse télé, et la presse pour enfants, et la presse féminine, scientifique, familiale...

Le lycéen - Je connais mal.

- Hélas ! Et les écoles ne vous y prépareront guère. C'est pourtant là qu'il y a de l'emploi.

Le lycéen - Parce que ailleurs...

- Il vaut mieux le savoir : la profession n'embauche guère.

Le lycéen - Tout le monde dit qu'Internet va créer des emplois.

- Peut-être, mais pas dans l'immédiat.

- Ça arrivera plus vite qu'on ne pense.

Le lycéen - Alors, que faire ?

- Vous êtes encore sûr d'avoir la vocation.

Le lycéen - Oui !

- Alors, faites des piges !

Ne restons pas sur cette cruelle injonction sinon le rêve deviendrait cauchemar. Heureusement le débat continue et notre candidat - tel Candide déniaisé - découvre peu à peu un monde qui se révèle à lui plus complexe, plus obscur qu'il ne pensait : la variété des métiers que recouvre le mot journaliste, la diversité des titres, les mutations subies par la presse au cours de ces dernières décennies, les défis que constitue une formation au journalisme et de ce fait les relations conflictuelles (ou dialectiques) que les écoles entretiennent avec les employeurs sous l'oeil attentif des syndicats.

LES SOURCES D'UN MALAISE

Ecoles - employeurs, deux planètes ?

D'une première exploration dans les huit écoles de journalisme (celles reconnues par la profession), mais aussi d'autres filières universitaires ou privées et auprès des employeurs, une conclusion semble s'imposer : "rien ne va plus". Directeurs de publications, mais aussi directeurs de rédaction, rédacteurs en chefs et encore DRH pour les groupes de presse importants qui considèrent dans leur ensemble (en dépit de quelques exceptions) que les écoles ne forment pas ou forment mal les jeunes journalistes qu'ils sont susceptibles d'embaucher. Manque de culture générale, ignorance du droit de la presse, savoir faire insuffisant. On n'en finirait pas d'énumérer les reproches adressés aux écoles. Et la plupart de chanter les louanges de la "formation sur le tas", seule susceptible, à leurs yeux, de donner à de jeunes candidats les capacités nécessaires. Certains même n'hésitent pas à déclarer tout de go : "Moi pour embaucher je ne passe plus par les écoles. Je préfère un jeune de Normale sup ou d'HEC..." Bref, les écoles seraient sur une autre planète que celle de la presse.

Le paradoxe est que - sur ce fond de mécontentement - le "rien ne va plus" se transforme parfois en "ça ne va pas si mal ... mais !" "Pour peu que la conversation se prolonge, tel directeur de rédaction reconnaît volontiers que telle école lui a fourni au cours de ces dernières années des jeunes journalistes qui se sont fort bien adaptés à son équipe. Un autre admet que la formation donnée par les écoles est une bonne base. Un troisième souligne que la spécialisation dans tel domaine constitue une vraie compétence.

De leur côté, les directeurs d'école dans les rapports qu'ils entretiennent avec les employeurs sont plutôt satisfaits. Certes ils regrettent parfois que ces relations ne soient pas plus fécondes. Mais - contrairement à une rumeur parfois injustement colportée - il n'y a pas de leur part à l'égard des patrons de presse une réserve ou une méfiance systématique. Comme si les écoles étaient les gardiens du temple journalistique et les journaux les lieux de la compromission. Il suffit de regarder avec un peu d'attention les procédures de sélection et les programmes d'enseignement, de lire les journaux-école, d'entendre le souci que les écoles ont de l'avenir de leurs étudiants pour remarquer de vraies exigences professionnelles.

Mais il convient d'affiner l'analyse si l'on veut mieux appréhender la réalité. Parler des écoles d'un côté, des patrons de presse de l'autre, c'est demeurer dans une généralité trop floue. Ce qui apparaît dans une enquête plus approfondie, ce sont les liens spécifiques noués entre telle école ou plutôt tel directeur d'école avec tel patron de presse pour l'amélioration de la formation dans un secteur particulier ou la création d'une nouvelle filière. On est alors quelque peu stupéfait d'entendre l'un des responsables d'un des plus grand groupe de presse expliquer longuement pourquoi il n'embauche aucun élève sorti des écoles et ... conclure : "Il y a une exception, c'est X (X étant le directeur d'une école)". Ainsi les écoles ont mauvaise presse sauf "celle avec laquelle je travaille". Ce qui apparaît aussi c'est une hiérarchie entre les écoles, évidemment non écrite, et qui peut varier selon les années, les responsables de publications et les spécialités.

Il convient d'emblée de se méfier des affirmations trop roides. Il serait absurde de nier le malaise entre organismes de formation et employeurs, mais de là à considérer que les uns et les autres appartiennent à deux planètes différentes il y a un pas à ne pas franchir. Des liens existent, plus forts qu'on ne croit.

Toutefois, ils sont davantage dûs aux personnes qu'aux structures. Jadis on disait Le Monde de Beuve Méry, le Figaro de Pierre Brisson, le France-Soir de Pierre Lazareff, l'AFP de Jean Marin, Europe 1 de Siegel et Gorini. Il en est de même aujourd'hui, mais ne citons pas de noms afin de ne pas faire de jaloux! Les écoles aussi ont un nom; un ou plusieurs.

Embauche : des réseaux et des viviers.

Ce malaise, cette distance entre les écoles et les employeurs, se traduit de façon plus grave par les nouvelles procédures d'embauche. Il y a encore une quinzaine d'années, un étudiant sortant d'une école de journalisme était en règle générale à peu près assuré de trouver un emploi l'année suivant l'obtention de son diplôme. Un stage de 3 ou 4 mois dans un organe de presse accompagné éventuellement d'un autre stage ou de quelques piges lui permettait d'entrer dans la profession. Tel n'est plus le cas aujourd'hui. A en juger par les déclarations aussi bien des employeurs que des directeurs d'école ou des syndicats de journalistes, les procédures d'embauche ont été dans l'ensemble radicalement modifiées.

On constate une embauche par "réseau" conduisant à un "vivier". Le jeune étudiant effectue certes toujours un stage à sa sortie d'école, mais ce stage ne lui ouvre les portes d'aucun journal. Il l'autorise au mieux à faire partie d'un ensemble de jeunes journalistes qui pendant deux, trois ou quatre ans, de piges en CDD vont lui permettre de faire preuve de ses capacités ou de son talent, jusqu'au jour où le directeur de rédaction, un rédacteur en chef ou un chef de service disposant d'un poste budgétaire et ayant apprécié ses qualités lui proposera un CDI.

Cette longue période de précarité, vécue le plus souvent dans un mélange d'angoisse et d'espérance, de déprime et d'optimisme, se caractérise essentiellement par un travail qui relève de la traversée de l'Atlantique à la rame, avec parfois un fort goût d'amertume dans la gorge. Non sans raison si l'on pense que plusieurs ont bac +3 plus deux ans d'école, plus deux ans d'incertitude avant d'obtenir un poste stable.

Chaque réseau et chaque vivier ont évidemment leurs particularités mais tous fonctionnent selon les mêmes règles implicites. Un réseau, c'est en quelque sorte un fil rouge qui relie une école à un certain nombre de titres à travers les enseignants, les anciens de l'école déjà en poste et les étudiants actuels. Une sorte de solidarité - certains disent de mafia - qui permet à un CDD ou un pigiste de rester dans le milieu, d'être au courant, de proposer un sujet au bon moment, de nouer des relations, de se faire apprécier, etc. Il est clair que les écoles les plus anciennes sont, dans cette logique, les plus favorisées. Un rédacteur en chef ou un chef de service issu de l'une d'elles aura si l'on peut dire davantage de tendresse pour un étudiant - s'il est bon - sorti de son école, surtout s'il est recommandé par un de ses confrères enseignant dans ladite école.

Le réseau conduit normalement à un vivier, ou plutôt des viviers plus ou moins spécialisés selon le type de presse (quotidien, magazine, radio, télévision) ou caractérisés par une région et même parfois un journal.

Un journaliste débutant peut évidemment appartenir à plusieurs viviers, même si le plus souvent il n'a pas intérêt à disperser ses forces ... et se retrouve de fait dans un seul ou deux viviers. La particularité par rapport au réseau est que dans cet univers il se retrouve avec des collègues issus d'autres écoles de journalisme (reconnues ou non par la profession, et issus aussi d'autres formations, ou d'autres disciplines (licences ou maîtrises d'histoire, de lettres, de droit, instituts d'études politiques, etc). Ainsi la spécificité de leur diplôme - de tous les diplômes à vrai dire - se dissout peu à peu dans l'exercice de la pratique professionnelle - qui deviendra le seul critère d'appréciation pour une éventuelle embauche. La grande majorité des employeurs le reconnaissent: quand on embauche un jeune journaliste (qui a déjà travaillé en pige ou en CDD) le critère du diplôme n'est plus très important. Souvent il vient même au dernier rang.

Si pour la presse écrite (news, magazines généralistes ou spécialisés, quotidiens parisiens ou régionaux) ces viviers sont en quelque sorte officieux et mouvants, pour les grosses rédactions - 300 à 500 personnes ou plus - ils deviennent quasiment officiels et constituent à travers piges et CDD le chemin pratiquement obligé de l'embauche définitive. Tel et le cas par exemple de Radio-France, ou des locales de FR3, où l'appartenance au "planning" de ces entreprises, après différents stages et remplacements, est à terme la garantie d'un CDI. Tel est le cas aussi à Ouest-France où une procédure de tests et d'entretiens successifs pour les jeunes journalistes précède l'embauche définitive. Tel est le cas enfin pour l'AFP avec là aussi un système de tests.

Cette politique des réseaux et des viviers n'est pas nouvelle. Ce qui est nouveau, c'est d'une part l'importance qu'elle a prise et l'accroissement du temps de précarité, d'autre part le fait que cette période n'est plus un moment d'attente et de recherche d'emploi naturel, mais un véritable banc d'essai des compétences, des qualités journalistiques, et d'une aptitude à travailler dans tel ou tel titre. Une sorte d'ultime examen ou concours. Les raisons en sont connues : d'abord la réduction de l'offre d'emploi, ensuite et surtout le souci de plus en plus aigu des employeurs de ne pas se tromper dans l'embauche des journalistes. En effet, si dans les périodes de vaches grasses avec une publicité abondante les entreprises de presse ont pu accepter des sureffectifs, l'exigence aujourd'hui d'une gestion rigoureuse, alliée à une absence quasi totale de turn-over conduit à une sévère sélection. Faut-il pour autant contraindre les jeunes journalistes à cet éprouvant parcours du combattant ?

La révolution des media

Que la crise économique qui a frappé la presse soit l'une des causes des procédures que nous venons d'évoquer, cela ne fait pas de doute. Mais il serait trop facile de lui faire porter la seule culpabilité du malaise entre écoles et responsables de journaux. En fait en moins d'un demi siècle la presse (française et étrangère) a été le théâtre d'une formidable révolution dont les conséquences pour la profession et pour les écoles n'ont pas toujours été évaluées à leur juste mesure.

Rappelons-nous. A la fin de la seconde guerre mondiale, la télévision est dans les limbes, la radio encore balbutiante sous la houlette des speakers (qui lisent à l'antenne les papiers des journalistes), les hebdomadaires politiques sont inexistantes

(on répète à l'envi que les Français sont allergiques à ce genre d'hebdomadaires). La presse magazine ne compte que quelques titres phares et la presse spécialisée pratiquement aucun. Seuls les quotidiens nationaux et régionaux, nombreux et variés règnent en maître. Ils sont - come l'écrit la célèbre image d'Epinal - "les rois qui dirigent l'opinion".

A la même époque, on compte deux écoles professionnelles : l'Ecole Supérieure de Journalisme de Lille créée avant la guerre dans le cadre de l'Institut Catholique et le Centre de Formation des Journalistes de Paris, né dans l'esprit de la Résistance. Deux institutions soucieuses de donner à la presse des journalistes conscients de l'éthique et du rôle de leur métier dans les journaux de la Libération qui avaient rompu avec les nombreuses et graves dérives de l'avant guerre. Il était aisé alors de définir la fonction journalistique. Elle était fondée essentiellement sur les quotidiens avec les contenus politiques, étrangers, économiques et sociaux particulièrement riches ce qui n'excluait ni les sports, ni le fait divers, ni la culture. En outre, dans le processus de fabrication, le métier de journaliste était lui aussi clairement défini. Enfin, les contacts avec les employeurs étaient permanents et suivis.

En quelques décennies, par une série de mutations, nous avons assisté à un véritable festival de nouveaux médias qui a bouleversé le paysage de la presse. Tout le monde les connaît, mais une énumération rapide permet peut-être de mieux saisir la distance parcourue entre les années 50 et les années 90. Nous avons donc vécu le développement de la télévision (d'abord hertzienne avec aujourd'hui six chaînes, puis par câble et par satellite avec des dizaines de canaux) ; le développement de la radio (chaînes généralistes, puis locales, privées et publiques) ; la création des hebdomadaires d'actualité (cinq) ;

une véritable explosion des magazines couvrant tous les secteurs de la vie quotidienne, économie, culture, télévision, voyages, loisirs, maison, auto, sports, mode, etc) ; une renaissance de la presse pour les enfants et les adolescents; la création d'une presse spécialisée et parfois ultra spécialisée et en dernier lieu le Multimedia et Internet dont la croissance est inéluctable. Ce développement de la presse sous les formes les plus variées avec des tirages réduits ou considérables s'est accompagné - on le sait - de l'irruption de l' informatique qui n'est d'ailleurs pas achevée, mais qui, déjà, a profondément modifié les processus de fabrication et de ce fait les métiers du journalisme.

Information et communication

Cette révolution silencieuse (de la presse et de l'information) s'est doublée dans le même temps du phénomène de la communication. Qu'information et communication soient liées, on le sait depuis toujours. La nouveauté, relative à dire vrai, est que la communication est devenue une discipline à part entière. Tous les pouvoirs - qu'ils soient politiques, syndicaux, culturels, nationaux ou régionaux ont découvert la nécessité de communiquer et d'apprendre à communiquer. Et par une ruse de l'histoire, ce sont bien souvent des journalistes qui ont appris à des hommes politiques, à des chefs d'entreprise, à des dirigeants de toute nature la grammaire et la syntaxe des medias. Certains ont même retenu les leçons et savent fort bien par exemple qu'interrogé par une radio on ne doit guère dépasser la minute (faute de quoi on sera "coupé"). Ce sont encore des journalistes qui ont appris à faire des journaux d'entreprise (gratuits) lisibles ou des gazettes pour les collectivités territoriales. En soi, cela n'a rien de répréhensible. Sauf qu'il me paraît essentiel de ne pas confondre information et communication.

A l'évidence les logiques ne sont pas les mêmes et il nous paraît essentiel de faire le partage entre des journaux dont le premier objectif est une information libre de tout pouvoir (même s'ils sont l'objet de critiques) et des organes de presse qui (quelles que soient leur qualité) sont les instruments de communication ou de promotion d'une mairie, d'une région, d'une entreprise, etc. Ce n'est ni la probité personnelle des hommes qui est en cause, ni l'intérêt de ces journaux (certains d'ailleurs ont un numéro de commission paritaire) mais la déontologie même de la profession.

Ce bref détour par l'histoire n'a de sens que parce qu'il explique, nous semble-t-il, une bonne part du malaise entre écoles et employeurs. Le puissant développement de l'audiovisuel et l'accroissement du nombre de titres en presse écrite ont bien sûr créé de l'emploi : près de 7.000 titulaires de la carte de presse en 1955, 12.000 en 1970, près de 30.000 aujourd'hui. Mais dans le temps et dans le même mouvement ils soulèvent deux interrogations :

- 1) Qu'est-ce qu'un journaliste aujourd'hui ?
- 2) Quel est le fond commun de l'enseignement du journaliste, étant donné la variété des formes de presse ?

"Vrais" et "faux" journalistes

Qu'est-ce qu'un journaliste aujourd'hui ? La question est provocatrice. Mais il faut bien la poser car elle est dans la tête de nombreux journalistes. Et au cours de cette enquête nous avons vu apparaître un concept nouveau, celui de "vrai journaliste". Quand - en voix off - des experts vous disent : "sur les 30.000 cartes, on compte 40% de journalistes ... je veux dire 40% qui font vraiment le métier," quand un directeur de rédaction vous explique que sur ses 110 journalistes il en compte 65 de "vrais", on ne peut pas passer le problème sous silence.

Comme les coordonniers les plus mal chaussés et les médecins les plus mal soignés, les journalistes seraient-ils les plus mal informés... sur eux-mêmes ? La profession qui devrait être la plus ouverte, la plus transparente qui soit est la plus opaque qu'on puisse imaginer. Le quatrième pouvoir ou ce contre-pouvoir sans lequel il n'y a pas de société démocratique est sans doute le plus protégé qui soit des regards extérieurs. "La profession", dit-on, comme si en son sein tout le monde exerçait le même métier ou la même fonction. Or tout le monde sait que le mot recouvre des réalités fort différentes. Bien sûr il y a des journalistes qui savent chercher l'information, enquêter, écrire. Il y a des secrétaires de rédaction (dont le rôle d'ailleurs varie selon les organes de presse). Mais il y a aussi des documentalistes (qui ont fait des études spécifiques mais ne sont pas des journalistes), des assistantes de rédaction (dont on ne sait pas très bien ce qu'elles font), des directeurs artistiques, des maquettistes (issus des beaux-arts, des arts déco ou de l'école Estienne), des réviseurs, des secrétaires techniques, des photographes, des éditeurs de photo, des infographes, des illustrateurs, des stylistes parfois, etc. Attention, loin de nous de vouloir créer une hiérarchie qui serait stupide ! Mais seulement le souci de sortir des ambiguïtés et d'y voir clair. Seules des statistiques régulières permettraient d'atteindre cet objectif et de connaître - outre la diversité des métiers que recouvre ce mot "profession" - le type de presse où ils s'exercent, la répartition par régions, le solde net des nouvelles cartes chaque année, etc. Le travail effectué par l'Institut Français de Presse "les journalistes français en 1990" (La Documentation Française) constitue à cet égard une bonne base de départ qu'on pourrait compléter et affiner avec d'autres ventilations.

Dans cette recherche, la Commission de la carte peut évidemment jouer un rôle moteur, mais elle ne pourra le jouer qu'avec la collaboration de tous ses partenaires, des directeurs de publication en particulier, maîtres des déclarations à la commission. Les pouvoirs publics avec le SJTI et les études qu'il mène chaque année peuvent également y contribuer. Sans oublier les universitaires et les chercheurs.

Je reconnais que la tâche n'est pas facile, que des renseignements intéressants manquent (par exemple l'origine sociale des journalistes), mais il serait étrange que nous soyons la seule profession à se complaire dans un clair-obscur étrange. Cette opération vérité menée à son terme, bien des débats s'en trouveraient caducs ou obsolètes. Suspensions et incompréhensions, selon toute vraisemblance, se dissoudraient à la lumière des statistiques. Un seul exemple : on répète qu'un journaliste seulement sur cinq ou six sort d'une école reconnue par la profession. Il peut s'avérer après étude que ce pourcentage est fallacieux et bien supérieur. Une suggestion aussi : pourquoi ne pas inventer deux cartes professionnelles ? La carte de journaliste (pour les journalistes) et une carte de presse (destinée à tous ceux qui travaillent pour et proches des rédactions).

Demandes des éditeurs

En tous cas, réfléchir, discuter, proposer sans cette vision réaliste et panoramique de la profession relève du mythe de Sisyphe. A peine a-t-on achevé le travail que tout est à recommencer, tant les partenaires obligés de la profession et en particulier les responsables de publication de tous les types de presse (audiovisuelle et écrite) tiennent - comme il est naturel - des discours très fortement marqués par leur propre journal. Le malheureux directeur d'école, s'il les prenait au pied de la lettre, jetterait son âme au diable et son tablier aux orties.

Expliquons : la variété de la presse française (qu'on me pardonne d'y revenir, mais c'est un critère-clé) a peu à peu créé de la part des responsables de journaux et magazines une demande spécifique de formation. Pour avoir rencontré des dizaines d'entre eux, je pourrais établir un épais catalogue des demandes. Chacun donc insiste sur la spécificité de son titre, de sa chaîne de télévision, de sa radio. Il brosse avec conviction et arguments à l'appui le type de formation qu'il souhaite pour de jeunes journalistes dans sa rédaction. Il souligne les manques qu'il constate et suggère les connaissances à acquérir et les pratiques à mettre en oeuvre. Et il a raison. Apparemment chacun de ces discours est différent du voisin et pourtant ils ont tous nombre de points communs caractéristiques au journalisme. Ce qui change, c'est la mise en musique.

Un détail, un faux problème diront certains. Non pas! L'audiovisuel n'est pas la presse écrite, un quotidien n'est pas un hebdomadaire. Ceux qui sont passés de l'un à l'autre le savent bien. Un journal - et aujourd'hui plus qu'hier - est la conjugaison subtile d'une qualité de textes, de titres, d'intertitres, de photos et de légendes, de "chapeaux", d'encadrés et de mise en page qui font son originalité. Ce serait une erreur de le nier. Ce serait une grave erreur aussi de créer des bastions de formation étrangers les uns aux autres.

Les écoles d'ailleurs n'ont pas manqué de répondre à ces demandes spécifiques. Sans oublier la radio qui depuis belle lurette fait partie de la formation de toutes les écoles de journalistes, la création par le CFJ au début de années 80 des journalistes reporters d'images (JRI) en est l'une des meilleures illustrations. D'autres écoles ont mis au point des formations analogues. Les chaînes de télévision en sont à l'évidence satisfaites. Autre exemple, la formation de journalistes de la presse hebdomadaire régionale (PHR) à la demande de celle-ci par l'ESJ : sélection de candidats à bac +2 plus une formation d'un an.

Le projet au départ a été fortement critiqué, il l'est moins sinon plus du tout aujourd'hui ne serait-ce que parce que tous les candidats trouvent un emploi et qu'enracinés dans leur terroir ils répondent à une exigence de qualité de l'information de leurs lecteurs. Dans un autre domaine, la formation au journalisme d'ingénieurs, de médecins, de spécialistes pour répondre aux besoins d'une presse spécialisée ouvre une nouvelle voie. Ne témoigne-t-elle pas que la profession doit rester ouverte?

Que dans tel ou tel secteur il y ait des manques, nul n'en doute. Qu'il y ait aussi des risques (pour les journalistes et pour les titres) à promouvoir des formations trop particulières, c'est vrai. Mais ce qui est intéressant et significatif c'est le souci des écoles de suivre l'évolution de la profession ainsi que ce dialogue entre employeurs et écoles nécessaire pour féconder la formation. A cet égard, arrêtons-nous quelques instants sur l'Académie Prisma Presse créée par Axel Ganz (un an de formation pour de jeunes journalistes dans la double perspective de la presse magazine et d'une initiation aux responsabilités rédactionnelles). Que de critiques n'a-t-elle pas suscitées ? Les uns y ont vu le symbole d'un corporatisme patronal, d'autres l'esquisse d'une formation à la botte des titres de Prisma, d'autres encore une concurrence déloyale et perverse à la formation initiale ou permanente ... Peut-être, avant de vouer cette académie aux gémonies faudrait-il se rappeler qu'à l'origine elle devait se réaliser avec la collaboration d'une école, que plusieurs des journalistes qui en sont issus ont trouvé un emploi intéressant en dehors du groupe Prisma, que l'académie fait appel à des prestataires extérieurs venus des écoles, qu'enfin elle sera ouverte dès cette année à des étudiants des écoles de journalisme. Peut-être également aurait-on dû y voir un signal d'alerte pour la formation aux hebdomadaires et à la presse magazine.

ACCORDS ET DESACCORDS SUR L'ENSEIGNEMENT

Résumons le paysage

- Près de 30 000 journalistes titulaires de la carte professionnelle ; 1 200 demandes par an environ ; quelques milliers de candidats aux écoles chaque année ; 300 à 350 élus aux huit écoles reconnues par la profession ; trois ou quatre écoles qui frappent à la porte de la reconnaissance (et forment déjà des journalistes) ; des dizaines de licences info-com qui un jour ou l'autre ne manqueront pas d'y postuler.
- De l'autre côté, des chaînes de télévisions et de radio généralistes, thématiques et locales ; une presse écrite protéiforme (15 000 titres) dont l'éventail de contenu et de périodicité n'a cessé de s'élargir : quotidiens nationaux, régionaux, départementaux, hebdomadaires nationaux, départementaux, presse magazine... Les uns et les autres soucieux globalement de recruter des journalistes de qualité, avec des exigences multiples, différentes et parfois contradictoires. Et bientôt ou déjà le multimédia avec Internet !
- Entre les deux territoires, des jeunes sélectionnés par les écoles reconnues à différents niveaux : bac, bac + 2, bac + 4 ou 5. D'autres issus directement des Instituts d'études politiques ou de l'Institut français de presse, ou d'HEC ou de l'école Normale supérieure. D'autres encore qui se sont formés de piges en stage et qui pour n'avoir aucun diplôme n'en sont pas pour autant de médiocres journalistes. Comment ne pas rappeler ce propos d'un ancien à un débutant : “ Si tu es ou si tu deviens un bon journaliste, personne ne te demandera jamais tes diplômes. Et si tu n'es pas bon, on dira simplement :

ce n'est pas la peine d'avoir fait telles ou telles études pour être aussi nul ! ”... Et pour tous ces candidats à la profession, un souci premier : l'emploi, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il est guère brillant.

Entre ces deux territoires, encore, toute la gamme des sentiments possibles : l'ignorance ou l'indifférence, la confiance ou la suspicion et parfois l'une et l'autre mêlées, des intentions réciproques peu claires, des non-dits, des déceptions, des ruptures et en même temps des compromis, des réconciliations et des accords. Ainsi est l'univers de la presse - et c'est ce qui fait son sel -, passionnel.

La culture journalistique

A écouter parallèlement responsables d'école et responsables de titre, on constate plus souvent qu'on ne le croit une identité de vues sur le contenu de l'enseignement. Les uns et les autres définissent de la même manière les grands axes de la formation. Et il suffit de consulter les programmes des écoles pour reconnaître que — de la sélection des candidats au diplôme final elles partagent les mêmes soucis et les mêmes objectifs que les employeurs. Trois grands axes — une sorte de tronc commun — se révèlent à travers tous les programmes : une culture générale, une pratique du métier (écriture, recherche de l'information, enquête, reportage, avec un souci éthique qui doit irriguer l'enseignement), une spécialisation .

Là où le bât blesse, c'est le contenu. La culture générale ? On le répète, il n'y a pas de bon journaliste sans culture générale. Mais que signifie cette expression ? Un lycéen sélectionné à la sortie du bac et un étudiant titulaire d'un diplôme IEP ou d'une maîtrise d'histoire ou de droit n'ont évidemment ni les mêmes connaissances, ni la même gymnastique intellectuelle et ce n'est pas deux ans d'études supplémentaires qui vont combler la différence. Sommes-nous condamnés alors à un journalisme à deux vitesses, ce que certains employeurs n'excluent pas ou bien existe-t-il une "culture journalistique" commune à tous et susceptible d'ouvrir d'autres voies d'enrichissement pour ceux que le désirent ?

Les mots "culture journalistique" résonnent sans doute désagréablement aux oreilles de beaucoup. Culture au rabais, culture de bas étage diront-ils. Est-ce si sûr ? Le bagage culturel de l'honnête homme a fort varié selon les époques et la civilisation dans laquelle nous sommes permet des accès aux connaissances ignorés jadis. De toutes façons, la culture, même si elle suppose des connaissances, n'est pas une accumulation successive de savoir, mais la clef ou l'une des clefs d'une compréhension d'un monde et/ou du monde. On parle de culture historique, scientifique. On ne parle pas de culture journalistique, ne serait-ce que parce que le journalisme n'est pas en lui-même une discipline disposant d'un corpus. Toutefois, il nous semble, au terme de cette enquête, que tout journaliste devrait posséder une bonne connaissance de notre demi-siècle de son histoire politique, sociale, intellectuelle, connaissance des institutions et des idéologies qui l'ont marqué, faute de quoi son interprétation de l'actualité - et celle-ci peut apparemment être minime - risque d'être fallacieuse.

Directeurs d'école et responsables de presse sont d'ailleurs d'accord sur ce point et rivalisent dans la dénonciation d'erreurs commises. Entendre par exemple deux fois dans une semaine qu'un jugement de tribunal d'instance va faire jurisprudence a de quoi hérissier tous les juristes. Un titulaire d'une maîtrise de lettres ne connaît pas nécessairement la cour de cassation. Le journalisme est aussi un art du détail.

Autre dimension ou autre défi de cette culture journalistique, nous sommes dans un monde où l'actualité la plus quotidienne, la plus immédiate se croise avec une actualité technique, scientifique, médicale extraordinairement complexe. D'où l'appel fréquent à des experts, qu'il s'agisse de l'audiovisuel ou de la presse écrite, le plus souvent sous forme d'interviews. On ne va pas demander à des journalistes de devenir des experts en tout. Mais la multiplication de cette pratique conduit à s'interroger. Il serait dommageable que les journalistes ne soient que les porte-caméra, porte-micro ou porte-plume des experts.

La pratique

Deuxième axe : la pratique journalistique. Inutile de le cacher, beaucoup de responsables de rédaction la jugent insuffisante. Bien sûr l'un ou l'autre signalera toujours le cas de tel ou tel stagiaire éblouissant, mais dans l'ensemble ils soulignent un manque de professionnalisme et font derechef l'éloge de la formation "sur le tas". Le problème n'est pas nouveau. Peut-on vraiment enseigner le journalisme ? La question n'est pas d'aujourd'hui et la réponse se trouve effectivement dans le travail réel. Le journalisme fait partie de ces savoirs non-écrits qui se transmettent plus dans l'action que dans la théorie.

Mais dans ce "sur le tas", il n'y a pas seulement une pratique individuelle, il y a mille autres savoirs que sont par exemple le travail en équipe, les échanges avec les confrères confirmés, l'aide qu'ils peuvent apporter, la participation à des conférences de rédaction, la relecture de la copie par la rédaction en chef, l'apprentissage de contraintes techniques et commerciales... la découverte aussi parfois qu'un journal s'adresse à des lecteurs, des auditeurs, des téléspectateurs qui ne sont pas nécessairement les mêmes pour un autre journal. Il ne faut pas seulement aimer l'information, il faut aussi aimer ses lecteurs.

Les responsables d'école sont conscients de la difficulté de cet apprentissage fondamental - commun à tous les journalistes - quel que soit le lieu de leur métier. Mais ils n'insisteront jamais assez sur ces principes de base que sont la recherche de l'information, la vérification des sources, la connaissance des dossiers, le doute sur soi-même, la critique des idées reçues... et la mise en forme, l'écriture pour le lecteur ou le téléspectateur. Tous les exercices qui vont dans ce sens - de la simple réalisation d'une enquête aux journaux-école et cela dans tous les types de presse - sont bénéfiques. Ils ne remplacent pas le "sur le tas", mais le préparent efficacement.

A cet égard, un mot sur l'écriture, comme une parenthèse. Juste pour dire qu'en dépit de tous les ateliers, séminaires, sessions, il y a quand même des gens qui ont plus de talent que d'autres, que le plus souvent c'est lors de la sélection qu'on les détecte et qu'il faut prendre garde, sous prétexte d'écrire "journalistiquement" de briser leur don. Le talent, certes, n'est pas le tout du journalisme, mais à force de codifier cette profession, on finirait par l'oublier. Pas plus que les conservatoires d'art dramatique ou de musique pour les acteurs et les musiciens, les écoles ne le garantissent.

Les spécialisations

Dernier axe enfin : les spécialisations télévision et radio essentiellement. Dans ce domaine la plupart des directeurs de rédaction reconnaissent volontiers la qualité des formations. Les concours internes offerts chaque année aux élus des écoles en portent témoignage. En règle générale les étudiants sont compétents, rapides et s'adaptent sans difficultés aux outils techniques et au style des journaux. Trop peut-être ? C'est le reproche qui est fait de temps en temps aux écoles. Vous faites des clones. Honnêtement, peut-on blâmer un jeune entrant dans une rédaction de trop ressembler à ses futurs confrères ? S'il arrivait pétillant d'idées, il y a de grandes chances qu'on lui demande de calmer ses ardeurs. Hélas, les rédactions sont ainsi faites, elles ont le goût de l'inceste : elles n'aiment guère les "pièces rapportées", surtout quand elles marquent leur différence et les invitent à la modestie.

Pour la presse écrite, l'apprentissage de l'agence ne paraît pas soulever de problèmes. En revanche, un manque de formation est fortement souligné par la plupart des éditeurs de presse magazine (près de mille titres). Le nombre de titres, leur variété, la diversité de leur contenu ne sont sans doute pas étrangers à cet état de fait, malgré quelques essais au cours de ces dernières années. En outre, en dehors des hebdomadaires d'actualité, cette presse est souvent mal connue des étudiants qui en ignorent et l'importance et la richesse.

Si bien qu'on a tendance à considérer qu'un élève qui sait écrire s'adaptera à cette forme de presse. C'est aller un peu vite en besogne et oublier la spécificité de titres qui plus que d'autres conjuguent texte photos et illustrations. Ajoutons enfin que si dans les prochaines années, il y a création de journaux c'est ce secteur qui en bénéficiera. Le marché des généralistes (quotidiens ou hebdos) est déjà fort occupé, et comme aux Etats-Unis, on peut s'attendre en France au développement de cette presse magazine. D'où l'attention que les écoles doivent lui porter.

Ecoles et éditeurs s'accordent sans réserve sur ces trois axes. Il convient toutefois de compléter la formation sur deux points :

- Ethique et droit de la presse. L'une et l'autre font partie du programme des écoles. Mais le sujet apparemment n'enthousiasme guère les étudiants qui se disent sans doute qu'il sera temps de l'aborder dans la pratique. Erreur! La morale de la profession ne s'apprend sans doute plus en tant que telle, encore que quelques solides principes de déontologie ne sont jamais de trop. Mais elle doit irriguer tout l'enseignement de la rédaction d'une brève ou d'un papier à la réalisation d'un journal école. Les débats à cet égard - exemples et contre exemples - ne manquent pas et peuvent utilement nourrir la réflexion.

Quant au droit de la presse - qui traduit une morale civique - sa connaissance est une nécessité. Ignorer le droit à l'image, le droit de réponse, l'injure, la diffamation... peut conduire à des catastrophes, surtout en un temps où les procès de presse se multiplient.

- L'économie de la presse. Beaucoup de nos interlocuteurs-directeurs de publications, mais aussi responsables de rédaction et chefs de service ont attiré notre attention sur la méconnaissance par les jeunes journalistes de la structure de l'entreprise de presse et de son fonctionnement. Qu'ils apprennent au moins dans ses grandes lignes à lire un compte d'exploitation, qu'ils sachent le poids financier du papier et de la fabrication, qu'ils mesurent le prix de la diffusion et des abonnements, etc. Il ne s'agit pas de transformer les journalistes en gestionnaires de presse (au moins dans l'immédiat), mais de leur donner une connaissance des conditions économiques dans lesquelles ils exercent leur métier.

PROPOSITIONS ET SUGGESTIONS

Les journaux n'ont pas attendu les écoles de journalistes pour exister. Depuis Théophraste Renaudot la presse a connu tant de vicissitudes que François de Sales, le saint patron des journalistes - sans doute à cause de son sens de l'humain, de son souci de la vertu dans la vie quotidienne ... et de la qualité de son style - doit souvent se retourner dans sa tombe devant les tribulations de ses "enfants". Mais contrairement à nombre de ses confrères, François de Sales n'a pas éprouvé le besoin de créer un ordre ou une congrégation, préférant faire confiance aux hommes plutôt qu'aux institutions. Bel hommage à la liberté. Aussi, au terme de cette enquête on s'interroge. N'est-ce pas le destin de la presse que de vivre dans le tourbillon de l'histoire. Pas plus que la politique, le journalisme ne s'apprend! Certes, mais quand la liberté s'affole et que l'histoire - de la presse, entre autre - s'accélère, un peu de discernement s'impose.

Alors voici quelques propositions. Nous disons bien propositions, suggestions, pistes, qui sont une invitation à un dialogue sans arrière pensée ni faux semblants. Car deux écueils, me semble-t-il, menaceraient la réflexion. Le premier serait le maintien de la situation actuelle dont le développement conduirait à un désordre, voire une loi de la jungle nuisible pour la profession. Le second serait de vouloir tout normaliser, organiser, codifier ce qui serait tout aussi préjudiciable à notre métier. Entre les deux, il convient de naviguer à vue, en sachant que ce qui nous apparaît vrai aujourd'hui ne le sera plus demain.

Un observatoire des média

Pour naviguer malgré tout, il faut une carte et celle-ci nous fait cruellement défaut. Il importe donc de créer cet observatoire des media que beaucoup réclament à cor et à cri. Nous avons déjà ébauché ce qu'il pourrait être et quitte à nous répéter, affirmons qu'il doit présenter des garanties d'indépendance tant des écoles que des organes de presse. Cela signifie évidemment un accord de tous les partenaires concernés sur la nécessité d'une certaine transparence et sur les éléments statistiques qu'il serait intéressant de posséder. Ceux fournis à la commission de la carte me semblent insuffisants pour une bonne connaissance de la profession. La mise en oeuvre d'un tel observatoire ne devrait pas, à priori, soulever de grandes difficultés, surtout avec l'aide d'ingénieurs de l'INSEE rompus à ce genre de travail. Cet observatoire des media qui périodiquement pourrait donner une photographie de la profession, n'exclut pas évidemment des études sociologiques d'une autre nature menées par des universitaires ou des écoles. En tous cas, seule une banque de données incontestable permettra d'établir un dialogue efficace.

Le risque d'un marché des écoles

Etablissements reconnus par la profession, établissements proches de l'être, établissements dont on se demande pourquoi ils ne le sont pas... Il y a de quoi y perdre son latin. Bien sûr, les "experts en reconnaissance" se retrouvent dans ce labyrinthe, mais pour le Français ou l'étudiant moyen, c'est une aute affaire. Tant qu'il n'existait que trois ou quatre formations reconnues, il n'y avait pas de doute, mais si demain on en compte dix ou douze, nous risquons d'assister à une dérive conduisant à une banalisation de reconnaissance et donc à son insignifiance.

Que se passera-t-il à terme ? Selon toute vraisemblance un marché des écoles. Il y aura les bonnes, les moyennes et les médiocres, les parisiennes et les provinciales, les anciennes et les nouvelles, les généralistes et les spécialisées, les privilégiées (de la taxe d'apprentissage qui en l'occurrence se dispersera, des subventions d'une région ravie de s'enorgueillir d'une école de journalisme sur son territoire) et les deshéritées. Celles qui auront la cote auprès de tel ou tel employeur et celles qui s'épuiseront à placer leurs élèves. Plus encore, n'allons-nous pas dans la foulée instaurer des classes sociales de journalistes : l'élite du métier, ses classes moyennes, ses smicards et ses marginaux. Enfin, d'autres questions seront inévitables : comment sera effectuée la sélection des candidats ? Par qui sera assurée la formation ? Qui financera l'équipement et le fonctionnement de toutes ces écoles ? Quelques mauvaises langues susurrent déjà que cela créera de l'emploi ... dans les écoles. Est-ce leur vocation ?

Si on ne s'engage pas sur cette autoroute de la multiplication, source de gaspillage et de déperdition d'énergie, vers quel(s) chemin(s) s'orienter ? Certains envisagent la création d'une (ou deux) "grande école" du journalisme, à l'image des grandes écoles scientifiques ou commerciales. Elles seraient seules vraiment reconnues et n'empêcheraient pas le développement d'autres écoles où l'on pourrait rencontrer le pire et le meilleur. Un système analogue... - horresco referens!- aux écoles de comédiens : trois institutions financées par l'Etat et fournissant à ceux qui en sortent des avantages certains et une série d'écoles privées.

Cette idée de "grande école" n'est pas absurde mais elle ne nous paraît pas pertinente. D'abord à cause de la diversité de la presse française : les étudiants issus d'une institution aussi noble ne postuleront qu'aux titres qu'ils jugeront aussi "nobles" qu'elle, c'est à dire le plus souvent les quotidiens nationaux, les hebdomadaires d'actualité, la télévision et la radio. Ensuite, il y a de grandes chances pour que les candidats à une telle école soient, pour la plupart, issus des milieux sociaux élevés, ce qui serait préjudiciable à la profession. A l'entrée comme à la sortie, on serait dans une logique de reproduction et d'exclusion.

Entre l'autoroute et le chemin étroit il convient d'explorer une troisième voie qui demanderait de l'imagination et une forte volonté politique, mais qui répondrait plus pleinement aux préoccupations des jeunes désireux de devenir journalistes, aux souhaits des employeurs d'une formation plus adaptée et aux préoccupations actuelles, présentes et à venir.

Deux ou trois pôles de formation

Notre proposition est de créer deux ou trois pôles de formation, regroupant chacun trois ou quatre écoles. Chaque pôle assurerait la sélection d'entrée aux écoles, et établirait un cursus d'enseignement commun. Les spécialités seraient réparties entre les écoles. Chaque pôle devrait aussi couvrir l'ensemble des besoins de la profession (presse quotidienne, presse magazine, presse spécialisée, audiovisuel, etc) afin que s'établisse entre eux une saine concurrence. Cela exigerait, entre autre, une réflexion sur la sélection, de manière à accueillir des candidats de tous niveaux, quitte à donner aux jeunes recrutés à l'échelon du baccalauréat une formation supplémentaire.

Le goût de l'information, la curiosité, la disponibilité, la passion pour le métier sont les qualités nécessaires, même si elles sont insuffisantes et demandent à être complétées. N'oublions pas que dans ce métier, il y a comme le dit un directeur de rédaction "des gens qui aiment le journalisme, mais que le journalisme n'aime pas".

On voit aisément les objections et les obstacles à une telle proposition, notamment la crainte d'une perte de souveraineté ou d'indépendance, les difficultés de collaboration et d'ajustement, la mise en oeuvre de structures différentes de celles d'aujourd'hui, etc. On peut aussi imaginer les avantages pour la profession, ce qui est quand même notre objectif. D'autant qu'il conviendrait de procéder à une évaluation régulière de ces pôles.

Un enseignement plus souple

Dans la même perspective, une autre question se pose : celle de la durée de l'enseignement et non plus seulement de son contenu déjà évoqué. Les procédures de réseaux et de viviers avant l'embauche définitive me paraissent quelque peu perverses. Elles ne disparaîtront jamais complètement et constituent une voie d'accès naturelle au métier, mais il serait grave qu'elles deviennent la norme. Dès lors, on n'échappe pas à une réflexion sur le cursus de l'enseignement et sa durée. La règle aujourd'hui pour toutes les écoles est de deux ans d'études, qu'on sorte du bac, de sciences po, d'une licence ou d'une maîtrise. N'est-ce pas une rigidité trop forte ? Un étudiant qui a déjà trois ou quatre ans d'études derrière lui, qui a acquis une vraie culture, a-t-il vraiment besoin de deux ans supplémentaires pour devenir journaliste ? Un an ne serait-il pas suffisant ? En revanche, après le bac ne faudrait-il pas trois ans ?

Plus encore, ne pourrait-on imaginer - en accord évidemment avec les employeurs - une formation à l'anglaise : tout jeune embauché (quelles que soient ses études) doit suivre obligatoirement un certain nombre de modules d'enseignement spécifique. Il ne s'agit là que de pistes à examiner entre écoles et responsables de publications afin d'introduire un peu de souplesse dans nos systèmes de formation.

Formation permanente

C'est là qu'intervient la formation permanente. On nous reprochera sans doute de ne pas y consacrer un chapitre particulier (et peut-être d'ailleurs mériterait-elle un rapport spécifique), mais au cours de cette enquête, on est bien obligé de constater qu'elle ne fait guère partie des préoccupations des journalistes. En la matière, ce sont les employeurs qui en sont souvent les premiers initiateurs. Trois constatations s'imposent :

1) Certains organismes extérieurs de formation permanente n'ont pas ou n'ont plus la cote auprès des employeurs : trop chers, inadaptés et parfois médiocres, mécontentement des stagiaires.

2) La formation permanente est de plus en plus faite en interne pour répondre aux besoins spécifiques de l'entreprise et cela en faisant appel d'ailleurs à des prestataires extérieurs souvent venus des écoles. Justification : cela nous coûte moins cher et nous permet d'ajuster cette formation.

3) Formation particulière (économie, langues par exemple) à la demande des individus.

Cette situation ne réjouit pas tout le monde et quelques responsables de publications, notamment en province, ont insisté sur la nécessité d'une ouverture sur l'extérieur pour leurs journalistes, de connaissances, d'expériences, nouvelles, etc. Il est clair aussi que telle ou telle formation interne mise au point par une entreprise pourrait bénéficier à d'autres. On sent là une absence de dialogue qui constitue visiblement un frein au développement et à la qualité de cette formation. Si l'hypothèse de "pôles" était retenue, il serait naturel que chacun d'eux ait une section de formation permanente.

D'autres métiers ?

L'information n'est pas une discipline figée. En un demi siècle, son champ d'application s'est considérablement développé aussi bien dans sa forme que dans son contenu. Nous avons ici ou là souligné quelques unes de ses mutations. D'autres vont se produire qui, à leur tour, vont modifier les métiers du journalisme ou en créer de nouveaux. Sans crier trop vite : voici les emplois de demain, on peut en esquisser quelques uns.

Internet - La "toile" qui ne cesse de croître ne se contentera pas de bouleverser les relations du citoyen avec le petit écran. Elle pose déjà aux différents journaux qui disposent d'un site de nouvelles questions. Tout le monde est d'accord pour reconnaître d'abord qu'un site journalistique sur le WEB doit répondre aux mêmes critères d'indépendance, de crédibilité, de vérification des sources, etc, que n'importe quel organe de presse. La récente affaire Clinton avec la diffusion de ragots, de rumeurs et d'écoutes diverses est là pour témoigner que toutes les dérives sont possibles ... en attendant - espérons-le - une législation adéquate.

Tout le monde est d'accord aussi pour prévoir que les sites journalistiques fourniront une information dont la forme sera différente de celle de la presse écrite ou audiovisuelle (même si aujourd'hui on peut retrouver sur l'écran les articles de tel quotidien ou de tel hebdomadaire) Ainsi Internet obligera à un nouveau style d'écriture plus condensé qui n'est pas nécessairement dans les habitudes actuelles! Autre problème : la mise en page. Quelques sondages (qu'il ne faudrait pas généraliser) montrent que les maquettistes du Net sont souvent issus du Master Graphique des Beaux Arts. Certains à l'évidence cumuleront le texte et la maquette. D'autres non. Pour l'avenir, il ne faut peut être pas exclure un travail commun entre école de journalistes et Beaux Arts.

Télévision - La compression numérique - ce n'est un secret pour personne - permet la multiplication des chaînes de télévision thématiques. Qui en seront les animateurs ? Des journalistes ou des saltimbanques ? Ces questions peuvent paraître marginales (d'autant que le débat sur l'animation est ouvert depuis longtemps); il reste qu'un bon animateur disposant d'une véritable culture journalistique (et vice versa) a plus de pertinence qu'un autre.

Le visuel - Nous avons déjà dit l'importance du visuel et de la photo pour de nombreux titres de presse écrite. Or, paradoxalement, il n'existe aucune formation pour ce métier d'éditeur photo capable de guider un reportage, de choisir les documents, d'articuler avec l'écrit... Comme pour Internet, une coopération avec une école de photographie (Arles, par exemple) ne serait-elle pas féconde.

Attention ! Nous ne donnons là que des exemples, non pas pour multiplier d'éventuelles spécialisations, mais pour manifester la diversité des métiers qui collaborent à l'information et donc la nécessité d'une ouverture et d'une souplesse des formations.

Il est un dernier sujet sur lequel notre attention a été attirée plus souvent par la presse de province que par la presse parisienne l'apprentissage de la responsabilité, la gestion des hommes et des choses. Il est sans doute normal que la formation des écoles vise d'abord l'individu, mais quand des patrons de presse disent que le journalisme est aussi une affaire d'équipe, qu'un jeune journaliste peut être amené assez rapidement à gérer un ensemble de correspondants ou un bureau régional, à régler des conflits, à faire des choix, à respecter un budget, ils expriment un vrai besoin. Certes, tout le monde n'a pas les qualités nécessaires pour cette tâche (on connaît d'excellents journalistes qui ont toujours refusé cette responsabilité). Souvent aussi ces qualités se sont manifestées avant même l'entrée dans une école ou dans la profession (animation de colonies de vacances, d'associations, de jeunes ...). Raison de plus pour détecter ces personnalités lors de la sélection ou du cursus d'enseignement. Raison de plus aussi pour attirer l'attention des étudiants sur cette dimension oubliée du métier.

L'engagement nécessaire des éditeurs

Ces suggestions - si elles sont retenues - ne pourront entrer dans la réalité qu'avec l'accord de tous les partenaires de la profession. Mais il faudra en plus un engagement des responsables de presse sans lesquels elles risquent de rester lettre morte.

Cet engagement, au vrai, se traduit déjà par des pratiques qu'on finirait pas négliger tant elles sont passées dans les mœurs. Par exemple, les nombreux stages effectués dans les quotidiens régionaux et départementaux par les étudiants de première année. Beaucoup y découvrent une forme de presse qu'ils n'imaginaient pas et la rigueur qu'exige l'information de proximité. Elle se traduit aussi par la proposition de Michel Boyon, Président de Radio France, de mettre à la disposition des écoles un "espace de formation" dans les studios numériques de l'entreprise. Elle s'incarne encore chez des responsables des locales de France 3 qui permettent à des étudiants de faire leurs premières armes dans les studios de la chaîne. Les liens ainsi créés entre écoles et entreprises pourraient se multiplier notamment dans le domaine du matériel nécessaire aux écoles. On le sait, le matériel informatique devient vite obsolète, sans perdre pour autant ses capacités. Les écoles ne pourraient-elle pas en bénéficier ?

Un autre engagement pourrait porter sur la taxe d'apprentissage et les fonds de formation. Il nous semble que si les écoles se regroupaient en pôles de formation, la répartition de la taxe d'apprentissage en serait facilitée et permettrait de résoudre en grande partie les problèmes financiers des écoles.

Dans la même logique, il serait bon que les journaux - sous forme de convention par exemple - mettent à la disposition des écoles des journalistes formateurs de qualité soit pour des prestations temporaires, soit pour une ou deux années. Ce serait une garantie efficace de l'actualité de la formation face au risque d'usure d'enseignants du journalisme restant trop longtemps à ce même poste.

Dernier problème qui relève d'une concertation entre les écoles et les responsables de presse : comment réduire le temps de précarité qui sépare la sortie de l'école de l'embauche en CDI ? Faut-il par exemple que les stages de fin d'études soient plus longs afin de permettre un jugement plus équitable d'un jeune journaliste ? Faut-il que les employeurs tirent la sonnette d'alarme devant telle ou telle formation ? Je ne sais. Mais laisser perdurer le système des viviers est irresponsable à l'égard des jeunes. Selon notre enquête, la prévision des emplois apparaît quasiment impossible à plus d'un an.

Faisons un autre rêve...

On le constate le chantier est vaste et la tâche ne manque pas. Les propositions que nous faisons ne sont que le résultat de longues discussions que nous avons eues avec tous les partenaires de la profession. Elles ont été particulièrement riches. Elles témoignent dans tous les cas d'une ardente obligation concernant les problèmes de formation et de la nécessité d'un échange et d'une coopération permanente.

Je n'ai pas la prétention de croire que ces suggestions sont les meilleures et les seules possibles. Elles peuvent être amendées, modifiées, remplacées, complétées. Je mesure aussi qu'elles soulèvent des problèmes financiers, juridiques, administratifs, techniques auxquels il faudra s'attaquer et dont les solutions ne sont pas évidentes. Je m'en voudrais enfin si par hasard je donnais l'impression de sombrer dans le catastrophisme. Le pessimisme est une de ces tentations françaises à laquelle on n'est pas obligé de succomber.

Notre seule certitude est que la situation présente n'est pas satisfaisante. De part et d'autre de ce dialogue incertain qu'entretiennent écoles et employeurs on ne se parle pas assez, on ne se dit pas toujours la vraie vérité. Autant donc sortir de cette impasse et s'engager sur un chemin de réforme, même s'il est hérissé d'embûches et de pièges. Faute de quoi, nous risquerons de tenir sur le journalisme deux discours parallèles qui ne cesseraient de s'éloigner l'un de l'autre. Pour ma part, au cours de cette mission, j'ai eu en tête trois exigences qui ont guidé ma réflexion : l'exigence de l'emploi : nous n'avons pas le droit de former de futurs chômeurs.

Nous n'avons pas le droit non plus de former des journalistes frustrés ou amers. L'exigence démocratique, dans la sélection d'entrée dans les écoles et dans la formation. L'exigence du réel et du possible : ne pas bâtir de châteaux en Espagne, ni des usines à gaz ! Peut-être ces principes pourraient-ils présider aux débats à venir.

Faisons un autre rêve... Imaginons, dans deux ou trois ans, un lycéen brillant, passionné d'information qui veut devenir journaliste. Il n'a pas besoin de réunir une table ronde pour savoir ce qu'il faut faire !

Claude SALES

Février 1998